

NON À TOUT HOMMAGE AUX BOURREAUX DU COLONIALISME NON À LA STATUE DE BIGEARD À TOUL

Jeudi 24 octobre 2024, le maire de Toul et une partie de son conseil municipal ont laissé ériger une statue de Bigeard dans l'espace public à Toul.

Nous n'acceptons pas que Toul devienne une capitale de la torture en France. Nous refusons que la mairie de Toul participe à la nostalgie du temps des colonies, « *la nostalgie* », qu'il rejoigne les initiatives politiques de Robert Ménard à Béziers, les discours révisionnistes à Lyon, ceux de Le Pen et du RN.
C'est cultiver et réhabiliter la politique de colonisation.

Nous ne pouvons tolérer les propos partisans de Madame la Préfète de Meurthe-et-Moselle qui défend la décision de la mairie de Toul, répète qu'« *une guerre n'est jamais propre* » et affirme les « *bienfaits* » de la colonisation française en Algérie !

Alors que le président Macron a admis la pratique de la torture systémique par des militaires français et leur implication dans la disparition de Maurice Audin et dans les assassinats d'Ali Boumendjel et de Larbi Ben M'hidi, militants de la guerre d'indépendance, **comment est-il encore possible de glorifier un « héros national » parachutiste, acteur de la violence coloniale en Algérie ?**

Ce processus mémoriel au « *goutte à goutte* », ainsi que le qualifient des historiens, ne suffit pas. En 1957, l'État français avait accordé à l'armée en Algérie les pleins pouvoirs au service de sa politique coloniale dominatrice et raciste. Désigner Aussaresses et Papon personnellement coupables de massacres coloniaux, ne dédouane pas l'État des crimes et des souffrances infligés en son nom. Associer Bigeard et Larbi M'hidi, (communiqué présidentiel du 01/11/2024) provoque de la confusion et entretient un roman national colonialiste, de la même manière qu'imposer dans les imaginaires, un symbole dominateur, guerrier, nationaliste, raciste et viriliste, dangereux et toxique pour la société.

L'Etat doit donc reconnaître sa responsabilité pleine et entière dans toutes les exactions commises par l'armée. Sans quoi, une version faussée de l'histoire, permise par les lois d'amnistie de 1962, subsistera et empêchera l'ouverture des archives nécessaire à un travail de recherche historique juste et transparent .

Des centaines de milliers de mort.es imputables à la France et au régime colonial n'ont pas été reconnu.es comme tel.les. De nombreuses familles n'ont jamais pu faire le deuil de leurs proches « *disparu.es* » sous ou par la torture. **L'aphasie coloniale a brisé trop de vies et de destins .**

Nous sommes convaincu.es que « *... sans un retour sur cette page sombre de son histoire, rien ne préserve la République de retomber dans les mêmes dérives...* » (voir la tribune publiée dans le journal *le Monde* le 31 octobre 2024 et l'appel du 4 mars ici appel4mars@acca.1901.org)

Aujourd'hui, la seule question de vérité est une question de justice.

Il nous faut mettre tous les moyens légaux en œuvre pour que justice soit rendue et l'espace public, libéré de cette image réactionnaire et indigne de l'avenir que nous souhaitons.

**Contre le colonialisme, matrice du racisme
Contre les idéologies, les actes et les discours xénophobes**

**MANIFESTATION À TOUL (54)
SAMEDI 11 JANVIER**

(rendez-vous devant la gare à 14 heures)

**Défendons ensemble nos valeurs de tolérance,
de solidarité, de diversité et de mixité sociale !**

